

# Colloque des bailleurs

13 avril 2018

- Réforme des attribution: présentation du bilan d'étape de la mise en œuvre
- Prévention des expulsions
- Compléments :
  - Bilan des ACD
  - Le service civique

- **Réforme des attribution: présentation du bilan d'étape de la mise en œuvre**
- **Prévention des expulsions**
- **Compléments :**
  - Bilan des ACD**
  - Le service civique**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# La réforme des attributions dans les Yvelines

## Dispositions de la loi ALUR avec l'entrée en vigueur de la loi Égalité Citoyenneté (loi EC)

5 intercommunalités ont obligation d'installer une Conférence intercommunale de logement (CIL) et d'élaborer un Plan partenarial de gestion de la demande (PPGD)

3 connues initialement dès la loi ALUR

CU Grand Paris Seine et Oise (GPS&O) – installation CIL le 22/09/2016

CA Saint–Germain Boucle de Seine (SGBS) – installation CIL le 23/01/2017

CA Saint Quentin en Yvelines (SQY) – installation CIL le 22/02/2017

2 intercommunalités (CA Versailles Grand Parc, CA Rambouillet Territoire) ont aussi cette double obligation depuis la promulgation de la loi Égalité Citoyenneté.

Des courriers ont été adressés à ces deux derniers EPCI pour mettre en œuvre la réforme sur leur territoire.



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Avancée des travaux

## GPS&O

- › CIL installée en 2016 et calendrier programmé des travaux.
- › Retour sur le diagnostic début 2017 et réunions préparatoires aux ateliers.
- › Plusieurs ateliers tenus courant 2017 sur les différentes thématiques de la réforme.
- › Récents travaux sur les statistiques d'attributions pour préparer le document cadre fixant les orientations, afin de le présenter en CIL plénière à l'été 2018 afin d'être adopté.

## SGBS

- › CIL installée le 23 janvier 2017 et suite au recrutement d'un cabinet d'études dédié à l'application de la réforme les ateliers ont démarré.

## SQY

- › CIL installée le 22 février 2017
- › Plusieurs ateliers tenus en 2017 et 2018
- › Document cadre fixant les orientations en cours d'élaboration pour adoption à l'été 2018



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Les effets de la loi Egalité Citoyenneté

Suppression de la possibilité de déléguer le contingent préfectoral aux maires

Après une communication aux collectivités concernées, un calendrier de reprise a été acté pour 2018, chaque bailleur recevra un courrier.

Collectivité concernée	Contingent préfectoral (nombre de logements)	Date de reprise programmée
Rambouillet	486	<b>1<sup>er</sup> mars 2018</b>
Trappes	1791	<b>1<sup>er</sup> mai 2018</b>
Les Mureaux	1048	<b>1<sup>er</sup> mai 2018</b>
Limay	568	<b>Proposée le 1<sup>er</sup> septembre 2018</b>
CU GPS&O	3470	<b>Proposée le 1<sup>er</sup> septembre 2018</b>
Guyancourt	307	<b>À arrêter/ Été 2018</b>
Poissy	733	<b>À arrêter/ Été 2018</b>
Ecquevilly	67	<b>À arrêter/ Été 2018</b>

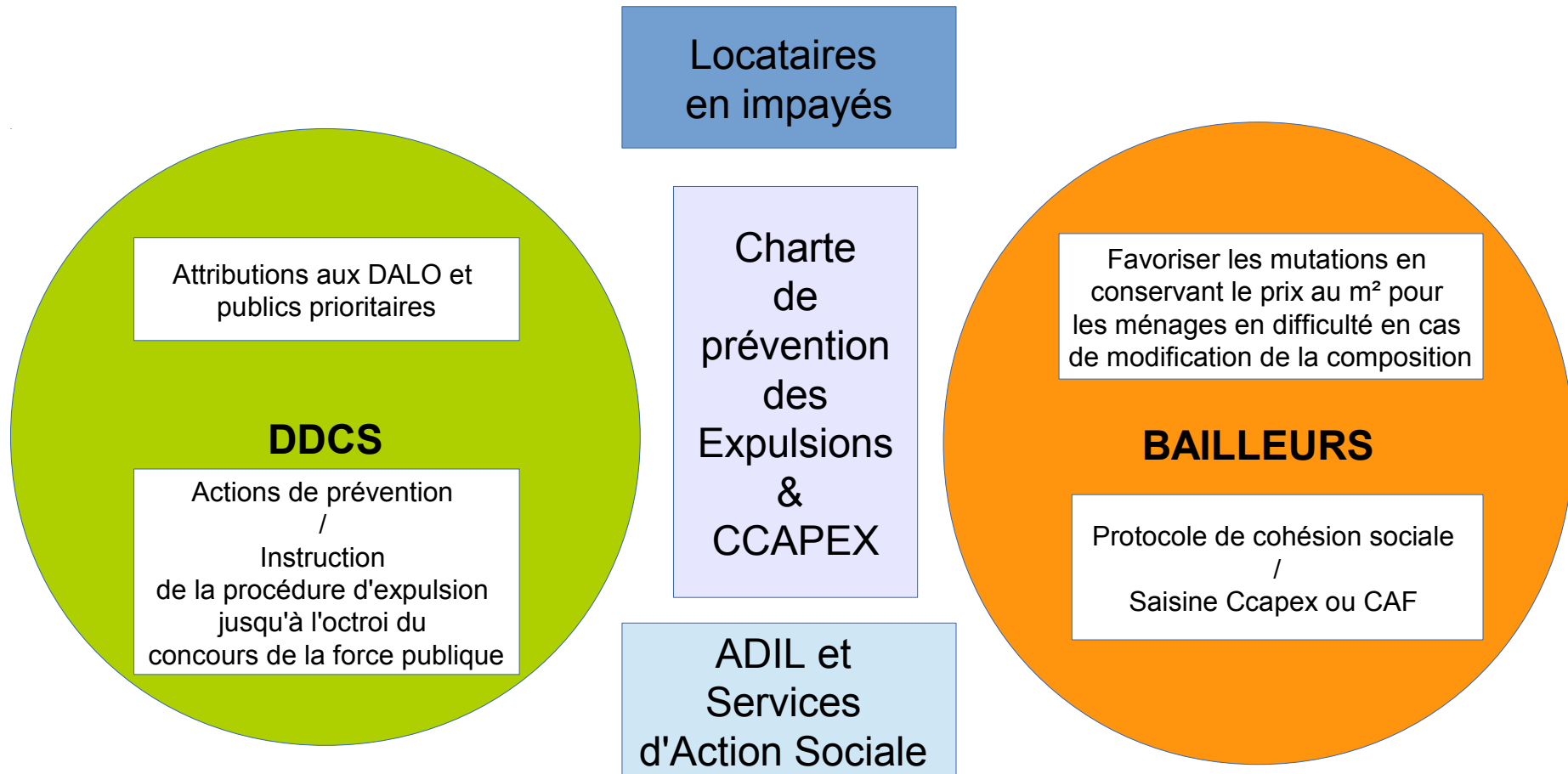
- Réforme des attribution: présentation du bilan d'étape de la mise en œuvre
- **Prévention des expulsions**
- Compléments :
  - Bilan des ACD
  - Le service civique



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Le logement social de l'attribution... à la procédure d'expulsion





# Une évolution des pratiques attendue dans la collaboration avec les services de l'État

Améliorations :

**Charte de prévention des Expulsions** actuellement en cours de réécriture permettra la signature de protocoles locataires/bailleurs pour solder la dette et signature d'un nouveau bail

**Signalement à la CAF par le bailleur pour la réouverture des APL**

dès qu'une reprise régulière des paiements par le ménage est constatée afin de ne pas aggraver la dette

**Saisine de la CCAPEX par les bailleurs sur les situations complexes**

afin d'effectuer un suivi plus poussé grâce à l'implication de l'ensemble des partenaires sur le territoire

**Un travail sur un relogement le plus en amont possible**

lorsqu'une situation avec modification de la composition est détectée au plus tôt (sur ou sous occupation)



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- Réforme des attribution: présentation du bilan d'étape de la mise en œuvre
- Prévention des expulsions
- **Compléments :**
  - Bilan des ACD**
  - Le service civique

# Accord Collectif Départemental des Yvelines

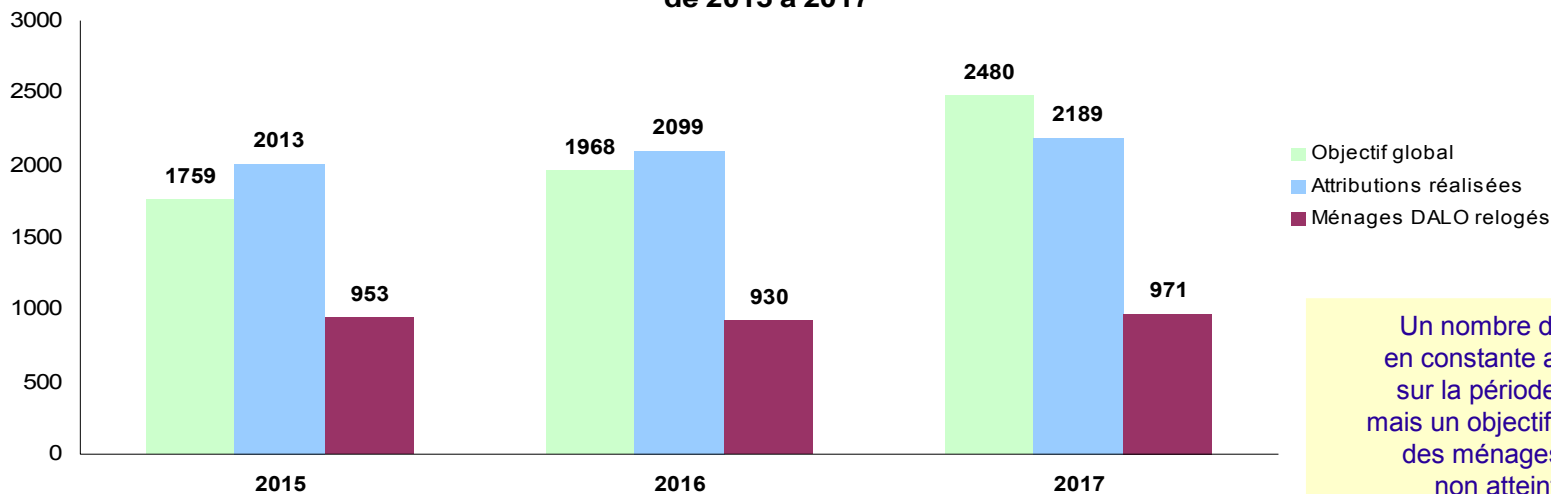
- Bilan annuel 2017
- Bilan triennal 2015-2017
- Prorogation 2018

# Accord Collectif Départemental Bilan annuel 2017

## Dispositif de relogement préventif du recours DALO

- accord signé avec 38 bailleurs le 18 juin 2015 pour la période 2015-2017
- objectif par palier sur 3 ans fixant des objectifs de relogement des publics les plus fragiles = publics prioritaires pour l'État
- 1 759 attributions en 2015 / 1 968 attributions en 2016 / 2 480 attributions en 2017

Nombre d'attributions prioritaires réalisées et nombre de ménages DALO relogés  
de 2015 à 2017



# Accord Collectif Départemental Bilan triennal 2015–2017

## Objectif atteint sur la période 2015–2017 :

- **6301 relogements en faveur des publics prioritaires, soit 102 %**

Sur les 38 bailleurs signataires de l'Accord Collectif Départemental des Yvelines :

- **16** bailleurs ont atteint leur objectif de relogement des publics prioritaires en 2017 et ont atteint leur objectif triennal
- **2** bailleurs ont atteint leur objectif de relogement des publics prioritaires en 2017 et n'ont pas atteint leur objectif triennal
- **6** bailleurs n'ont pas atteint leur objectif de relogement des publics prioritaires en 2017 et ont atteint leur objectif triennal
- **14** bailleurs n'ont pas atteint leur objectif de relogement des publics prioritaires en 2017 et n'ont pas atteint leur objectif triennal

## Courriers en signature

# Accord Collectif Départemental Prorogation 2018

- ✓ Prorogation de l'ACD 2015/2017 par avenant pour 2018
- ✓ Maintien des objectifs pour les bailleurs
- ✓ 2069 attributions à réaliser en faveur des publics prioritaires
- ✓ Tous les contingents sont mobilisés

Signalement des situations par les partenaires via l'adresse mail unique :  
[ddcs-logement@yvelines.gouv.fr](mailto:ddcs-logement@yvelines.gouv.fr)

## Points de vigilance :

- envoi des signalements avant la CAL
- intégration du contingent dans le SNE
- radiation SYSTEMATIQUE de la demande de logement social dans le SNE pour comptabilisation du relogement dans SYPLO – rétroactif à décembre



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- Réforme des attribution: présentation du bilan d'étape de la mise en œuvre
- Prévention des expulsions
- **Compléments :**
  - Bilan des ACD
  - Le service civique**

# Le service civique : pour qui ?

- Pour tous les jeunes **de 16 à 25 ans et jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap**;
- aucune **condition de diplôme n'est exigée**;
- nationalité française ou ressortissant européen;
- étudiants étrangers résidant en France depuis plus d'un an avec une carte de séjour (temporaire, pluriannuelle, de résident);
- réfugiés : la loi du 27 janvier 2017 sur l'égalité et la citoyenneté prévoit désormais que les étudiants étrangers et les réfugiés (sur statut certifié) peuvent effectuer en France une mission de service civique



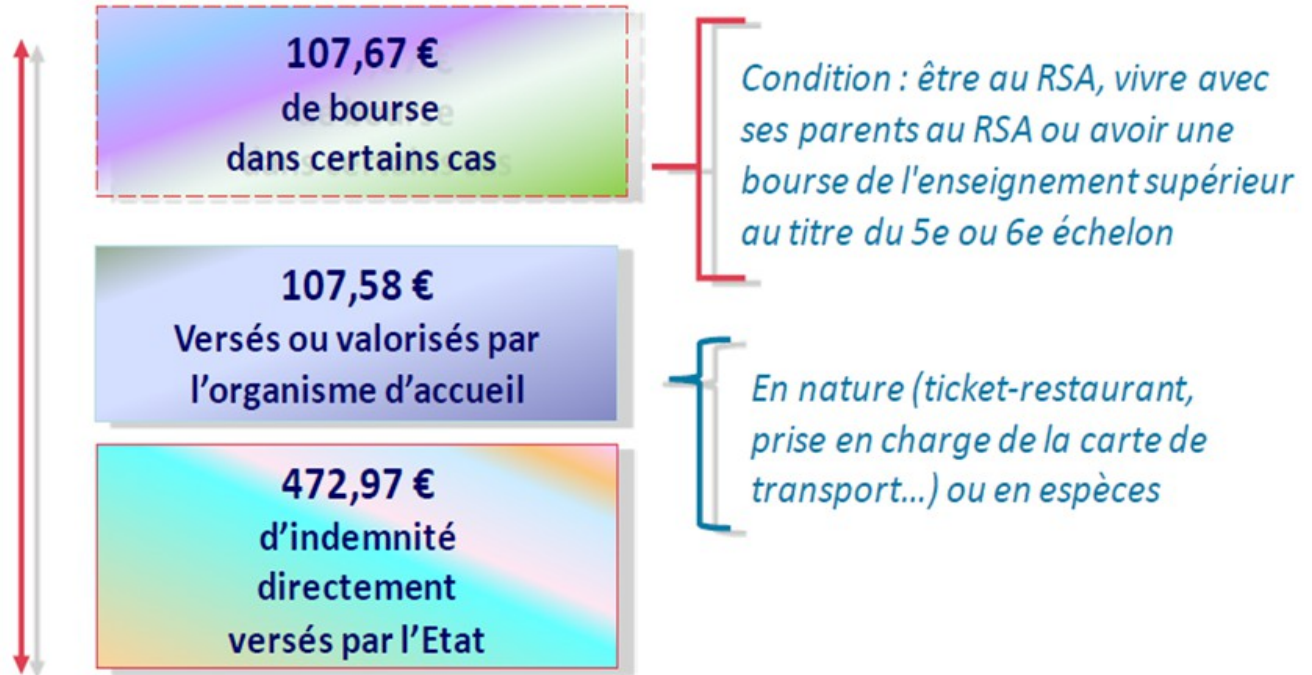
# **Les missions : Des exemples de missions applicables au secteur du logement et de l'habitat**

- Sensibiliser les **occupants de logements en situation d'habitat indigne et très dégradé**;
- Sensibiliser les habitants à la **rénovation énergétique et/ou à la lutte contre la précarité énergétique**;
- Sensibiliser les locataires à l'**appropriation et l'entretien du logement** ;
- Sensibiliser les personnes en situation de **perte d'autonomie**;
- Sensibiliser certains publics à l'**auto réhabilitation alliant l'amélioration du logement et la réalisation d'une partie des travaux par le ménage**.

# L'indemnisation



entre  
**580,55 €**  
et  
**688,22 €**



**Reste à charge pour les organismes : 107,58€ par mois, par volontaire**



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Direction Départementale de la Cohésion Sociale  
des Yvelines  
(DDCS 78)